

Ta	ble d	es matières	Page
SIC	GLE ET	ABREVIATIONS	3
ΑV	'ANT P	ROPOS	4
l.	INTF	RODUCTION GENERALE	5
II.	CON	ITEXTE D'ELABORATION DE CE DOCUMENT	7
III.	A	TOUTS DE LA PROVINCE	7
IV.	D	EFIS ET CONTRAINTES DE LA PROVINCE BUJUMBURA RURAL	8
]	IV. 1.	La mauvaise répartition des ressources du pays	8
]	IV. 2.	La faible affluence des intervenants	12
]	IV. 3.	La seule province du pays dont les communes ne possèdent pas de monographies.	13
]	IV. 4.	L'absence des plans communaux de développement communautaires	13
]	IV. 5.	L'inaccessibilité des données dans les services techniques provinciaux	13
]	IV. 6.	Impraticabilité de l'infrastructure routière qui mène au chef lieu de la province	13
]	IV. 7.	L'interaction avec la capitale et la faible monétarisation de la province	14
]	IV. 8.	L'absence de délimitation définitive de la province de Bujumbura rural	14
]	IV. 9.	La confusion entre le développement et la politique	
]	IV. 10.	Une administration faible	14
]	IV. 11.	La culture de la main tendue	14
]	IV. 12.	Une exploitation déficiente de la ressource terre	
]	IV. 13.	L'ignorance et la pauvreté	
]	IV. 14.	La violation des droits de la femme et la polygamie	15
V.	BI	ESOINS URGENTS DE LA PROVINCE BUJUMBURA RURAL	15
	1. U	n nom, une identité	15
2	2. Le	es infrastructures routières	15
;	3. U	ne répartition équitable des ressources du pays	16
4	4. L'	élaboration et la disponibilité des monographies communales	16
		actualisation des plans communaux de développement communautaire	
(a délimitation définitive de la province de Bujumbura rural	
•		éflexion sur la cohabitation des idées opposées	
8		a monétarisation de la province et la rétention des ressources humaines	
		a promotion de la femme et le combat de la polygamie	
(CONCL	.USION	18

SIGLE ET ABREVIATIONS

1. CDC : Comité de développement communautaire

2. CDS : Centre de santé

3. CDV : Centre de dépistage volontaire

4. CSLP I : Cadre stratégique de croissance économique et de lutte contre la

pauvreté, première génération

5. CSLP II : Cadre stratégique de croissance économique et de lutte contre la

pauvreté, deuxième génération

6. EP : Ecole primaire

7. FONIC : Fonds d'Investissement Communal

8. OAP : Organisation d'Appui à l'Autopromotion

9. PAI : Plan annuel d'investissement

10. PCDC : Plan communal de développement communautaire

11. PIB : Produit intérieur Brut

12. RN : Route nationale

13. R.D.C : République Démocratique du Congo

14. UPG : Université polyvalente de Gitega

15. VIG : Village d'intérêt général (Village de paix)

I. INTRODUCTION GENERALE

Le Burundi est un pays de l'Afrique centrale, entièrement enclavé. Il est délimité par le Rwanda au Nord, la République Démocratique du Congo (R.D.C.) à l'Ouest et la Tanzanie au Sud et à l'Est. Il couvre une superficie de 27 834 km dont 2000 km² environs sont occupés par la partie burundaise du lac Tanganyika. Sa population est estimée à 8 053 574 habitants, avec une population féminine de plus de 50,8% contre une population masculine de 49,2%. Le taux de croissance démographique annuel est de 3,7% et la densité moyenne est de 315 habitants au kilomètre carré (ce qui fait du Burundi l'un des pays les plus surpeuplés d'Afrique). L'espérance de vie est de 51 ans.

Le Burundi est subdivisé en 17 provinces qui sont Bururi, Bujumbura rural Bubanza, Cankuzo, Cibitoke, Gitega, Karuzi, Kayanza, Kirundo, Makamba, Muramvya, Muyinga, Mwaro, Ngozi, Rutana, Ruyigi et la Mairie de Bujumbura.

La province de Bujumbura rural est l'une des dix-sept (17) provinces. Elle a une superficie de 1089 km². Elle est limitée au Nord par la province Bubanza, à l'Est par les provinces Muramvya et Mwaro, au Sud par la province Bururi, l'Ouest par la Mairie de Bujumbura. Elle compte onze communes qui sont Bugarama, Isare, Kabezi, Kanyosha, Mubimbi, Mugongomanga, Muhuta, Mukike, Mutambu, Mutimbuzi, Nyabiraba.

EUJUMBURA

EN N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B H A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N V A B A B A

N

CARTE 1. LA CARTE ADMINISTRATIVE DE LA PROVINCE BUJUMBURA RURAL

Ces communes s'étendent sur trois régions naturelles à savoir la région de l'Imbo, la région de Mumirwa et la région de Mugamba. De même que les régions naturelles sont variées, les climats, les reliefs, les potentialités économiques et comportementales sont fort différentes.

La province Bujumbura rural compte un effectif de 107 434 ménages¹ (275 215 masculins et 280 718 féminins) soit 6,9 % des ménages burundais. Elle occupe la 7ème position après Gitega(9,0); Ngozi (8,2); Muyinga (7,9); Kirundo (7,8); Kayanza (7,3) et Bururi (7,1). L'effectif total est de 555 933 personnes, soit une moyenne de 5 personnes par ménage. Cette population présente un fardeau aux ménages déjà pauvres, difficile à nourrir et à pourvoir en services de base comme l'éducation de qualité, les soins de santé, l'eau potable et biens d'autres.

La province Bujumbura rural a été la cible privilégiée des combats armés qui ont longtemps perduré suite à la crise qui a débuté en 1993. Elle a connu beaucoup de violences et des dommages inestimables à la population.

La crise sociale et politique a eu un effet direct sur le système de gouvernance, tout en ayant été causée elle-même par une mauvaise gouvernance. Ce système de gouvernance a été fortement caractérisé par des violations massives des droits humains et principalement le droit à la vie; une faiblesse de l'administration locale incapable de sécuriser les personnes et leurs biens, de faibles capacités nationales et locales en matière de planification; une mauvaise utilisation des ressources; l'exclusion d'une grande partie de la population du processus de gestion et de prise de décisions; une forte centralisation du pouvoir décisionnel et bien d'autres.

La province Bujumbura rural avait été toujours la vache laitière de la ville de Bujumbura.

Malgré cette situation qui appelle pourtant à l'appui, la province de Bujumbura rural reste visiblement un enfant moins choyé du pouvoir en place. Un fait du hasard ou existe-t- il des motifs ? De toutes les façons, les différentes initiatives de mise en œuvre du CSLP I se sont montrées insuffisantes dans cette province. Cette inefficacité du CSLP I a été mise à jour lors de son évaluation en vue d'élaboration de la deuxième génération du CSLP (CSLP II). Il a été constaté que malgré de nombreux efforts entrepris dans le cadre de la mise en œuvre du CSLP pour le désenclavement des provinces, Bujumbura rural a été relégué au dernier plan et est restée privée des services de développement minimal, pourtant offerts aux autres coins du pays, dans le cadre de la reconstruction. Elle a connu peu d'investissements du gouvernement comparée à certaines d'autres régions du pays². La province Bujumbura rural est également jugée comme étant le fief des membres du parti FNL, partisans de Rwasa Agathon, pour l'avoir voté à une majorité écrasante lors des élections de 2010.

La route qui mène vers le chef lieu de la capitale Bujumbura est dans un état lamentable, alors que c'est le premier atout pour favoriser les échanges et le décollage du développement.

La production agricole est en régression suite à la dégradation du sol, effet combinée de l'érosion fortement accentué par les pentes accidentées, principalement celles du Mumirwa; au déboisement; aux pratiques agricoles non conservatoires du sol et de l'environnement ainsi qu'au manque de bonnes

 $^{^{\}rm 1}$ Résultat du recensement général de la population et de l'habitat du Burundi, 2008

² Référence faite entre aux financements du FONIC aux communes pour l'année 2011 et 2012, page 26 de ce document.

pratiques culturales. Les techniques agricoles utilisées sont peu productives, les fermes individuelles sont très fragmentées en petites parcelles et la production qui en découle est par le comble peu diversifiée.

La création d'emplois a été par la même occasion suffisamment escamotée par la crise civile et économique dont l'impact négatif direct sur la situation sécuritaire alimentaire des ménages est impitoyable. Le commerce jadis source de revenu est devenu dans cette région périurbaine, difficilement praticable à cause de l'enclavement et du manque des voies de communication.

Suite toujours à ces combats acharnés, la province Bujumbura rural s'est vue désertée par bon nombre d'acteurs nationaux et internationaux. Certains services techniques clés de la province se sont déplacés pour aller se réfugier dans la mairie de Bujumbura³. Une opportunité de motiver ceux qui l'ont fuit pour y revenir fait toujours défaut.

Sur le plan politique, les antagonismes et différends, si minimes soient-ils, ont persisté entre les partis politiques occasionnant ainsi des cas de violences diverses.

II. CONTEXTE D'ELABORATION DE CE DOCUMENT

En dépit des différentes initiatives réalisées au cours de la mise en œuvre du CSLP I, le constat a été que le taux de croissance du PIB est demeuré en deçà des prévisions préconisées par le CSLP I, impliquant une lente reprise de l'économie, avec une moyenne annuelle de 3%. L'économie est restée très dépendante du secteur agricole qui représente environ 35% du PIB, plus de 90% de l'emploi et plus de 80% de recettes d'exportation⁴.

Comparant les réalisations assez importantes du CSLP-I dans les différentes provinces, les participants aux consultations pour l'élaboration du CSLP II ont eu l'impression que la province de Bujumbura rural a été reléguée au dernier plan dans la planification du développement au niveau national.

C'est principalement pour cette raison que l'OAP, Organisation d'Appui à l'Auto-Promotion a pris le leadership pour mobiliser les partenaires techniques et financiers, sensibles au développement inclusif et compatissants avec les populations longtemps meurtries par la guerre fratricide qui a longuement étranglé la province Bujumbura rural.

III. ATOUTS DE LA PROVINCE

La province de Bujumbura rural présente un bon nombre de potentialités qui, une fois exploitées en bonne escient, peuvent contribuer significativement au développement de cette région et même des régions environnantes. Ces atouts sont entre autres:

▶ Une géographie qui renferme trois régions naturelles avec une diversité des cultures. Cette terre s'apprête largement à l'élevage du gros comme du petit bétail. Son économie est basée principalement sur l'agriculture. La province pratique les cultures industrielles telles que le palmier à huile, le coton, le café et le thé et toute la gamme des cultures vivrières, dans le Mugamba, le Mumirwa, et l'Imbo.

³ Il n'y a pas longtemps que le cabinet du gouverneur était logé en mairie de Bujumbura

⁴ CSLPII, 2011

- L'élevage de caprins, ovins, porcins, volaille et quelques bovins y pratiqué, soit en élevage extensif ou en stabulation permanente. L'élevage intensif y est pratiqué par des éleveurs progressistes. La crise qui a frappé particulièrement la région, a freiné la progression de l'activité pastorale.
- La proximité de la province Bujumbura rural à la ville de Bujumbura permet l'ouverture technologique, les échanges commerciaux. L'existence des trois régions naturelles pour une même province favorise les échanges intercommunaux et inter-régions naturelles, au-delà des frontières nationales et bien d'autres, des productions agricoles, des biens et services.
- Le lac Tanganyika et ses sources affluentes offre la possibilité de pratiquer la pêche et un commerce avec les pays frontaliers.
- La province de Bujumbura rural dispose des ressources humaines, nombreuses, compétentes et riches en expériences⁵ qu'il faut capitaliser.
- **♣** La liste n'est pas exhaustive.

IV. DEFIS ET CONTRAINTES DE LA PROVINCE BUJUMBURA RURAL

Dans le souci de redynamiser la province Bujumbura rural, l'OAP a organisée une vaste campagne de rencontres communautaires, dans toutes les onze communes de la province, dans le but de mobiliser la population toute entière pour leur autopromotion. La campagne a permis d'identifier, de façon participative et inclusive, les problèmes principaux que connaissent la province et d'identifier les solutions.

IV. 1. LA MAUVAISE REPARTITION DES RESSOURCES DU PAYS

La population de toutes les communes de la province consultée a déploré la faible allocation des ressources du pays dans leur province. En témoigne la répartition des Fonds du FONIC aux communes pour l'année 2011 et 2012 ci-dessous consignés dans le tableau ci-après.

	I. Année 2011				
#	Province	Commune et projet	Montant		
A.	A. Convention de financement des communes pour les projets de construction des ponts, des écoles et des équipements scolaires dont le montant est 52 150 000 millions répartis comme suit.				
1	Cankuzo	Cankuzo : une école technique secondaire	12 000 000F		
2	Mairie de Bujumbura	Rohero : les frais pour achet des bancs publics à Rohero	1 980 000Fbu		
3	Ngozi	Mwumba : construction du Lycée communal de Bwabiriro	15 000 000F		
4	Gitega	Gitega: Construction d'un pont reliant les collines de Mungwa et Rutoke Rugendana : Construction d'un étaga à Maksha	4 670 000F 15 000 000F		
5	Rutana	Bugendana : Construction d'un étage à Makaba Commune Rutana : Equipement en bancs pupitres, tables,	15 000 000F		
3	Nutalia	chaises et armoires	3 500 000F		
		TOTAL	52 150 000F		

-

⁵ Leitmotive des participants aux rencontres communales pour la sensibilisation pour l'autopromotion

В.		des communes pour la construction des écoles fondamentales dans nunes du pays sauf celles de la mairie, soit 116 x 37 019 950F	4. 294 .314 .200F
		TOTAL	4. 294 .314 .200F
C.	Financement d	es communes pour un montant de 642 020 139 F	
1	Bubanza	1. Bubanza : Ecole en étage	15 000 000 F
		2. Musigati : Construction du marché de NTAMBA	27 500 000F
			Sous total: 42 500 000F
2	Bujumbura	1. Rohero: Financement des bancs pupitres	1 980 000 F
	Mairie	2. Buyenzi: Financement d'une école en étage	15 000 000 F
		3. Kamenge: Construction de trois salles de classe	30 000 000 F
		4. Bwiza: construction du collège communal	3 000 000 F
			Sous total: 49 980 000 F
3	Bujumbura	1. Kabezi : Construction de l'école primaire de Mutumba II	5 000 000F
	rural	2. Kabezi : Achat matériel et paiement de la main d'œuvre	2 000 000F
			Sous total: 7 000 000F
4	Bururi	1. Matana: Construction pour l'eau potable	15 480 000F
		2. Rutovu: Construction pour l'eau potable	8 000 000F
			Sous total : 23 480 000F
5	Cankuzo	1. Cankuzo: Construction de l'école technique secondaire	12 000 000F
		2. Cankuzo : Financement de l'école en Etage	6 581 861F
		3. Cankuzo: Financement d'une école technique	15 000 000F
		4. Mishiha: Construction de l'Ecole primaire de KIBIMBA	3 600 000F
	Cilcipala	1 Manual Camatanatian Ja PED Ja Danasa	Sous total: 37 181 861 F
6	Cibitoke	1. Murwi: Construction de l'EP de Rugano	2 000 000F 6 000 000F x 6
		2. Buganda, Murwi, Mabayi, Bukunanyana, Mugina et Rugombo : Construction du stade	= 36 000 000F
		3. Buganda : Construction de l'EP Cunyu	7 500 000F
		· ·	7 500 000F 7 500 000F
		4. Buganda : Construction de l'EP de Buganda	Sous total : 53 000 000F
7	Citogo	1. Gitega: Construction d'un pont	4 670 000F
/	Gitega	2. Bugendana : Construction d'une école en étage à Makaba	15 000 000F
		3. Giheta: insatllation d'une ligne électrique	13 000 000F 14 237 428F
		4. Bugendana : Construction d'un centre de santé de Nyankuru	7 600 000F
		5. Gitega, Mutaho, Ryansoro, Bukurasazi, Bugendana,	6 000 000F x 7
		Makebuko, Nyarusange : construction de VIG	= 42 000 000F
		6. Giheta : Construction de centre de sante	30 000 000F
		7. Gitega : Parachèvement de l'école en étage	15 000 000F
		8. Gishubi, Itaba, Giheta, Buraza : Construction de l'UPG	6 000 000F x 4 = 24 000 000F
		9. Ryansoro : Construction du marché moderne	27 500 000F
			Sous total : 180 007 428 F
8	Karuzi	1. Bugenyuzi: Construction Ecole primaire Gashanga	3 600 000F
		2. Mutumba : Construction Homme pour fille à Rabiro	8000 000F
			Sous total : 11 600 000F
9	Kayanza	Kayanza : Financement pavage urbaine de la voirie	28 697 000F
-	-10, 01120	2. Gatara : Construction d'une école en étage	15 000 000F
		3. Muruta : Construction centre de santé Kavoga	1 780 500F
		4. Rango: Centre de santé Musagara	7 600 000F
		5. Butaganzwa : Construction école en étage	15 000 000F
			Sous total : 68 077 500F
10	Kirundo	1. Kirundo Construction école en étage	15 000 000F

11	Muramvya	1.	Kiganda, Bukeye, Rutegama, Mbuye et Muramvya:	4 000 000 F x 5
	11414111794		Construction du stade	= 20 000 000F
		2.	Mbuye: Construction d'une école en étage	15 000 000F
		3.	Bukeye: Achat matériel pour l'école fondamentale	13 343 350F
			•	Sous total: 48 343 350F
11	Muyinga	1.	Gashoho : Construction Marché moderne	27 500 000F
		2.	Muyinga : Construction de l'EP Rugari	3 000 000F
				Sous total: 30 500 000F
12	Ngozi	1.	Mwumba: Construction du lycée communautaire de	
			Rwabiriro	15 000 000F
		2.	Ngozi: Construction du bureau communal	2 000 000F
		3.	Kiremba, Mwumba, Tangara, Ruhororo, Gashikanwa, Busiga,	1 000 000F x 8
			Marangara, Nyamurenza	= 8 000 000F
		4.	Tangara : Construction du marché moderne	24 500 000F
		5.	Mwumba : Construction de l'école en étage	15 000 000F
				Sous total: 64 250 000F
13	Rutana	2	Rutana : Equipement bancs pupitres, armoires, chaises	3 500 000F
		3	Gitanga: Construction d'un centre de santé Nyabikenke	7 600 000F
			•	Sous total : 11 100 000F
		642 020 139 F		

En plus des 37 019 950 F réservées aux écoles fondamentales pour toutes les communes :

- 1. La commune Mwumba a eu au cours de cette année une somme de 46 000 000F.
- 2. La commune Cankuzo a eu en 2011 une somme de 45 581 861 F.
- 3. La commune Bugendana a eu au cours de l'an 2011, une somme de 43 600 000F

Pour ne citer que les grosses collectivités budgétivores.

Au moment où la province Gitega par exemple, reçoit plus de 180 millions en plus de la part égale pour la construction des écoles fondamentale, la province Bujumbura rural, de même nombre de communes que la première, reçoit 7 millions pour l'année 2011.

Ce financement de la province Bujumbura rural ne vaut pas un sixième du financement octroyé à la commune Mwumba ou la commune Cankuzo.



#		II. Année 2012		
1	Bubanza	Gihanga : Financement des travaux d'irrigation de Buha (Gihungwe)	4 940 000F	
2	Bujumbura rural	Mutimbuzi : Construction d'un bloc de l'Ecole Secondaire à Rubirizi	5 000 000F	
3	Gitega	 Giheta : Construction école fondamentale à Nyambeho Giheta : Construction école fondamentale à Nyambeho 	3000 000F 6000 000F Sous total : 9 000 000F	
4	Karusi	Mutumba : Construction d'un CDS à Kibuye	5 000 000 F	
5	Kayanza	Rango : Construction d'un marché moderne	15 000 000F	
6	Muramvya	 Muramvya : Construction de salle de classe et bloc administratif + Coco Kirama Muramvya : Construction des salles de classes et bloc administratif ; EP Gatonde 	2 500 000F 2 500 000F Total: 50 000 000 F	
		Le montant de ce financement	43 940 000F	
1	l'indépendan autres.	des communes dans le cadre du 50 ^{ème} anniversaire de ce, 2012 ; pour la construction des écoles fondamentales et mmunes sauf Musigati ont eu 4000 000 F	4000 0000 F x 128 = 515 000 000F Musigati a eu 3000 000F Sous total = 518 000 000 F	
1.	Bubanza	Mpanda : Ecole technique en étage à Muhwazi I, Butanuka	6000 000F	
2	Bujumbura mairie	Ecole technique en étage à Buyenzi	6000 000F	
3	Cankuzo	Les 5 communes : Construction des stades modernes	6000 000F x 5 = 30 000 000F	
5	Cibitoke Gitega	Les 6 communes : Construction des stades modernes Les 11 communes : Construction UPG Bugendana : Ecole technique en étage Gitega : Ecole technique en étage	6000 000F x 6 = 36 000 000F 6 000 000F x 11 = 66 000 000F 6000 000F 6000 000F Sous total : 78 000 000F	
7	Kayanza	Gatara : Ecole technique en étage a Kivuruga Les 9 communes : Construction des stades modernes	6000 000F 6000 000F x 9 = 54 000 000F Sous total : 60 000 000 F	
8	Kirundo	Kirundo : Ecole technique en étage a Kanyinya	6000 000F	
9	Makamba	Ecole Technique en étage à Munonotsi	6000 000F	
10	Muramvya	Mbuye : Ecole technique en étage à Kirika Les 5 communes : Construction des stades modernes	6000 000F 6 000 000F x 5 = 30 000 000F Sous total : 36 000 000F	
11	Muyinga	Les 7 communes : Construction des stades modernes	6000 000F x 7 =42 000 000F	
12	Ngozi	Mwumba : Ecole technique en étage à Gastinda Les 8 communes : Construction du bureau provincial	6000 000F 1 000 000F x 8= 8 000 000F	
13	Rutana	Giharo : Ecole technique en étage	6 000 000F	
14	Ruyigi	Les 7 communes : Construction des stades modernes	6 000 000F x 7 = 42 000 000F	
		nunes dans le cadre du 50ème anniversaire de l'indépendance l'intercommunalités : Ecoles techniques, Stade, UPG	TOTAL: 368 000 000F	
		recu par toutes les communes du pays (à part Musigati), la provin	L nce Rujumhura rural a hénéficié	

En plus des 4 millions reçu par toutes les communes du pays (à part Musigati), la province Bujumbura rural a bénéficié d'un montant de 5 millions au moment ou la province Gitega a eu 87 millions et 75 millions de la province Kayanza.

Source : FONIC

Pour l'année 2013, les informations reçues auprès de la même institution, indiquent qu'un montant égal de 41 millions seront données à chaque commune, pour couvrir les trois projets principaux à savoir les villages de la paix, les écoles fondamentales et les projets communaux.

Et même si le montant des financements du FONIC était important, la province de Bujumbura allait se développer juste avec les stades et l'école fondamentale ?

LA FAIBLE AFFLUENCE DES INTERVENANTS

Les communes de la province Bujumbura rural ne sont pas très nanties en appui des interventions extérieures tel que le témoigne le tableau des intervenants consignées dans le tableau ci – dessous.

PTRPC		Communes d'intervention
FIREC	FIDA	Bugarama; Isale; Mutimbuzi
PARSE	FIDA	Isale , Kabezi, Mubimbi,
		Mugongo-Manga, Mukike, Mutimbuzi
GIZ	République Fédérale	Kanyosha, Mukike, Nyabiraba
	d'Allemagne	
PROTOS	Union Européenne	Isale
OAP	Entre-aide & Fraternité,	Toutes les communes
	Oxfam, 11-11-11, UNICEF	
PNUD	NATIONS UNIES	Isale, Mutimbuzi, kanyosha,mubimbi, kabezi,
		bugarama, mutambu, muhuta, nyabiraba.
TWITEZIMBERE	IFDC	Mugongo-Manga, Mukike, Nyabiraba
		Konyosha
	Royaume de Belgique	Mukike
CONSEDI	FAO	Isale , Kabezi, Mubimbi,
		Mugongo-Manga, Mukike, Mutimbuzi
CORD	-	Isale, Mubimbi, Kanyosha, Bugarama, kabezi,
		Muhuta, Mutambu,
		Isale
PROPA-O	Union Européenne	Toutes les communes
F	PROTOS OAP PNUD TWITEZIMBERE CONSEDI	République Fédérale d'Allemagne PROTOS Union Européenne OAP Entre-aide & Fraternité, Oxfam, 11-11-11, UNICEF PNUD NATIONS UNIES TWITEZIMBERE IFDC Royaume de Belgique CONSEDI FAO -

Source : Cabinet du gouverneur de la province Bujumbura rural lors de la recherche

IV. 2.

S'il est vrai qu'il n'a pas été possible de trouver les montants précis engagés dans la province, il nous a été confié par une source digne de fois du niveau provincial, que seuls quelques six acteurs interviennent de façon significative.

IV. 3. LA SEULE PROVINCE DU PAYS DONT LES COMMUNES NE POSSEDENT PAS DE MONOGRAPHIES.

Les responsables au ministère en charge de la planification du développement local sont témoins de l'absence des monographies communales de toutes les communes de cette province. L'absence de ces données d'une importance capitale handicape énormément la conception des autres documents dont notamment la formulation des propositions de financement.

IV. 4. L'ABSENCE DES PLANS COMMUNAUX DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRES.

Les communes de la province Bujumbura rural ne disposent pas de plans communaux de développement communautaires (PCDC) actualisés. L'absence des documents de référence pour la planification risque d'occasionner des tâtonnements dans l'exécution des travaux de développement dans la commune. Sans PCDC, il devient inconcevable de penser au plan annuel d'investissement (PAI) qui est pourtant un outil de travail incontournable pour la commune.

IV. 5. L'INACCESSIBILITE DES DONNEES DANS LES SERVICES TECHNIQUES PROVINCIAUX.

En échangeant avec les différents responsables des services techniques déconcentrés, il y a lieu de penser à la non disponibilité des données chiffrées. Quelque chose porte à croire à l'inaccessibilité aux documents de planification pour les secteurs techniques provinciaux.

IV. 6. IMPRATICABILITE DE L'INFRASTRUCTURE ROUTIERE QUI MENE AU CHEF LIEU DE LA PROVINCE

Des dix-sept chefs lieux de province du Burundi, deux seulement sont reliés au reste du monde par une route non revêtue. Il s'agit de la province Mwaro et celle de Bujumbura rural. La route qui relie la RN1 au chef lieu de la province Bujumbura rural semble très mauvaise.

Ci-après de trouvent les photos récentes prises pour cette route qui mène vers le chef lieu de la province





Etat de la route qui mène vers le chef lieu de la province Buiumbura rural à des endroits différents de la route



A l'intérieur même des communes de la province, les infrastructures routières sont en mauvais état.

IV. 7. L'INTERACTION AVEC LA CAPITALE ET LA FAIBLE MONETARISATION DE LA PROVINCE.

La proximité avec la ville de Bujumbura attire les hommes de l'âge actif aux métiers rémunérateurs, ce qui fait que la main d'œuvre manque dans la province. Cet exode est aussi dû au manque de métiers rémunérateurs dans la province et à la faible monétarisation.

IV. 8. L'ABSENCE DE DELIMITATION DEFINITIVE DE LA PROVINCE DE BUJUMBURA RURAL.

L'absence de délimitation définitive de la province de Bujumbura rural fait que la Mairie de Bujumbura continue à s'étendre progressivement sur les terres de la province. L'aéroport international de Bujumbura qui se trouve en Commune Mutimbuzi, province Bujumbura rural mais qui est exploité par la mairie de Bujumbura par exemple. Cette délimitation entrave pas mal d'initiatives et est entre autre à la base du faible développement de la province.

IV. 9. LA CONFUSION ENTRE LE DEVELOPPEMENT ET LA POLITIQUE.

Certains acteurs déroutent la population en voulant confondre le développement et la politique. Il a été signalé que certains partisans des partis politiques se présentent par exemples dans les travaux communautaires avec des signes distinctifs de leurs partis. Cette attitude démotive ceux qui ne partagent pas le parti avec eux qui préfèrent se retirer plutôt que de suivre des visages politiques. Les jeunes particulièrement, vivent une sorte de révolte parce qu'ils jugent que leurs efforts ne sont pas considérés lors des recrutements.

IV. 10. UNE ADMINISTRATION FAIBLE

La population présente dans les rencontres a l'impression d'observer un vide administratif au niveau de certaines communes, caractérisées par un manque de réunions d'échanges et de concertation, à tous les niveaux. Une instabilité et une insuffisance des compétences pour maîtriser les enjeux du développement de la commune sous leur gestion.

IV. 11. LA CULTURE DE LA MAIN TENDUE

Les interventions ainsi longtemps observées dans cette région ont créé des habitudes, visiblement de changements profonds dans la façon de voir et de faire de cette population. Certaines gens n'ont peut-être pas encore, complètement déliés d'enseignements appelant la population à la désobéissance civile, à la destruction et à la rébellion. Ces habitués de la crise veulent continuer à vivre grâce aux mânes, sans fournir d'efforts alors que la période de l'humanitaire est terminée.

IV. 12. Une exploitation deficiente de la ressource terre

De par son implantation géographique sur trois régions naturelles et dans la plaine de l'Imbo, cette province présente des conditions écologiques diversifiées. L'ensemble des régions naturelles présentent sur toute l'année des conditions éco-climatologiques favorables aux cultures et à l'élevage. La pêche est pratiquée tout au long du lac Tanganyika. La pisciculture est y également développée. Au lieu que cette région soit utilisée pour nourrir toute la population de la province et de tout le pays, compte tenu de sa fertilité, elle est consacrée à l'urbanisation.

IV. 13. L'IGNORANCE ET LA PAUVRETE.

Les initiatives de développement de la population sont souvent limitées par le manque des connaissances techniques et d'appuis dans les domaines divers de développement. L'élevage et l'agriculture y sont toujours archaïques, caractérisés par une faiblesse dans l'encadrement et le suivi par les services techniques, un manque criant d'intrants agricoles (semences sélectionnées, fertilisants). Cette situation est aggravée par la passivité des hommes qui laissent leurs femmes travailler seules; la forte croissance démographique. Les femmes qui sont dans l'âge actif soient toujours sollicitées par la progéniture.

IV. 14. LA VIOLATION DES DROITS DE LA FEMME ET LA POLYGAMIE

Pendant toute la période difficile qu'a traversé la province, les femmes et les filles ont été des principales cibles des conflits. L'abandon subit des ménages conduit ces dernières à travailler dur au sacrifice d'elles mêmes. Acculées par les travaux, nombreuses sont celles qui retirent les filles de l'école pour avoir une aide à la maison. Beaucoup de maris ne se privent pas d'entretenir une deuxième et même une troisième femme. Ces dernières ont un accès à la terre mais sans qu'elles en disposent le contrôle et la prise de décision sur les ressources qu'elle génère.

VI. BESOINS URGENTS DE LA PROVINCE BUJUMBURA RURAL

VI.1. UN NOM, UNE IDENTITE

Une identité doit être spécifique! Une grande confusion plane autour de la nomination de la province. Certains parlent de «Bujumbura rural », d'autres de la « province Bujumbura ». Il se fait que quand on parle de « Bujumbura » tout simplement, rares sont des gens qui pensent à la province Bujumbura rural. Même au niveau des écrits, une bonne partie, si ce n'est pas la totalité de la documentation, pense à Bujumbura en tant que capitale du Burundi ou alors la Mairie de Bujumbura; très rarement la province Bujumbura rural. Cette confusion porte énormément préjudice à la province Bujumbura rural.

De toute urgence, une campagne d'information pour la ré-information du public tant national qu'international de la vraie appellation de la province en question s'impose.

VI.2. LES INFRASTRUCTURES ROUTIERES

« Ce n'était pas éloigné mais ça devient loin »! Tout ami de la province Bujumbura rural qui aimerait que cette province se développe, se doit de penser à développer les infrastructures routières reliant la ville de Bujumbura et les communes de cette province. S'il est vrai que la route qui mène vers les bureaux provinciaux de Bujumbura rural est une urgence, elle ne l'est pas moins en ce qui concerne les routes menant vers les communes Muhuta, Bugarama, Mutambu et bien d'autres.

Les financements devraient ainsi se pencher sur la réhabilitation des pistes intercommunales pour faciliter la circulation des biens et services ainsi que des personnes dans les dites communes.

VI.3. Une repartition equitable des ressources du pays

Les dirigeants de ce pays devraient plutôt plaider pour le financement de la province Bujumbura rural d'autant plus qu'ils connaissent les problèmes dans lesquels cette particulière région est passée. La position de la province Bujumbura rural en termes de densité, devrait dicter l'allocation conséquente des fonds, pour financer les infrastructures et la satisfaction des besoins de base. C'est en privilégiant la province nourricière de la ville de Bujumbura, par l'allocation des ressources nationales que le gouvernement burundais penserait à mobiliser et intéresser les intervenants tant nationaux qu'étrangers, à appuyer et développer la province Bujumbura rural tant meurtrie par la crise sociopolitique et partant, économique.

VI.4. L'ELABORATION ET LA DISPONIBILITE DES MONOGRAPHIES COMMUNALES.

L'élaboration des monographies des onze communes de la province de Bujumbura rural n'est plus qu'une urgence. La disponibilité de ces données d'une importance capitale remorquerait considérablement la conception des autres documents, notamment la formulation des propositions de financement et l'attrait des partenaires au développement.

VI.5. L'ACTUALISATION DES PLANS COMMUNAUX DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE.

L'élaboration des plans communaux de développement communautaire est également plus qu'une urgence. Les PCDC constituent un outil très important et indispensable pour la planification du développement local. La réflexion lors de l'élaboration des plans communaux permettent d'établir des priorités de la commune, sans lesquels l'exécution des travaux de développement dans la commune devient un tâtonnement. C'est également à partir des PCDC que les plans annuels d'investissement (PAI), un outil de travail incontournable pour la commune est élaboré.

VI.6. LA DELIMITATION DEFINITIVE DE LA PROVINCE DE BUJUMBURA RURAL.

Une délimitation définitive de la province Bujumbura rural est d'une grande importance, afin de permettre à cette dernière de jouir pleinement de ses ressources et potentialités. Pour commencer, le gouvernement burundais devrait lever l'équivoque et ôter la gestion de l'aéroport international de Bujumbura à la mairie de Bujumbura et le mettre dans les mains de l'administration la commune Mutimbuzi, province Bujumbura rural, où il est administrativement localisé.

VI.7. REFLEXION SUR LA COHABITATION DES IDEES OPPOSEES

Les partisans des partis politiques différents peuvent monter un même projet de développement et se doivent de le réussir. La distinction entre les travaux de développement communautaire et les travaux des partis politiques doivent être un mot d'ordre pour les burundais en général et pour les citoyens de la province Bujumbura rural en particulier. Avant d'appartenir dans les partis politiques, ils appartiennent à une même province pour laquelle ils sont tous redevables. Il s'urge aussi de prendre en considération les questions de recrutement qui doivent être menées sans tenir compte des partis d'appartenance. Les compétences techniques doivent passer en avant. L'esprit partisan dans les recrutements et nominations risque de causer préjudice au développement de la province.

VI.8. LA MONETARISATION DE LA PROVINCE ET LA RETENTION DES RESSOURCES HUMAINES

Compte tenu de l'exode massif des hommes vers la capitale, les autorités administratives devraient réfléchir sur les activités attrayantes, pouvant ramener aux bercails, dans la province ou dans l'une ou l'autre commune de la province, les fonctionnaires, les natifs ainsi que les sympathisants de la province. Pour commencer, la province devrait trouver des stratégies pour rassembler ses fonctionnaires appelés à œuvrer au niveau de la province. Tous les fonctionnaires provinciaux devraient être motivés à travailler régulièrement au chef lieu de la province et y résider fièrement.

Ensemble, toutes les parties prenantes de la province devraient mettre du paquet dans la création de l'emploi pouvant retenir la force active qui la déserte à la recherche du travail à Bujumbura. La province n'a qu'à exploiter les potentialités à sa portée, qui sont du domaine de l'agriculture, l'élevage, la pêche, la pisciculture, le tourisme, les métiers, etc.

Il s'avère également primordial de promouvoir la spécialisation des producteurs et les permettre d'accroître la production agricole et animale, améliorer leurs revenus en priorisant notamment certaines cultures (banane, riz, pomme de terre, maïs et manioc). Le choix des cultures devraient tenir compte des spéculations rémunératrices qui possèdent un potentiel considérable de gains de productivité.

Les services techniques provinciaux doivent être préalablement outillés à jouer leurs rôles d'encadrement technique et de plaidoyer pour le financement des associations de producteurs. La multiplication des semences peut être par exemple explorée, en vue de satisfaire les besoins des cultures principales prioritaires. Une meilleure organisation des circuits d'approvisionnement en intrants agricoles doit naturellement suivre le processus. A ce niveau, l'Etat aurait préalablement permis de ramener le coût des intrants à un niveau compatible avec les revenus des producteurs, grâce notamment à un plaidoyer.

L'intégration de l'élevage à l'exploitation agricole peut par exemple faire l'affaire et jouer en même temps pour le repeuplement du cheptel, la fertilisation des terres et la généralisation de la chaîne de solidarité.

Profitant de la proximité du lac Tanganyika, la pêche et la pisciculture devraient être aussi développées et modernisées. La disponibilité des plans d'eau et des sites favorables à la pisciculture et à la pêche constitue un atout qui, avec un minimum d'encadrement qualifié, pourrait permettre d'atteindre une contribution nettement plus élevée dans la sécurité alimentaire.

La province possède également quelques sites qui peuvent intéresser le tourisme. L'autorité devrait les inventorier (eaux thermales, tombe de Mwezi Gisabo, chaise de Harroi, etc) et voir dans quelles mesures ils peuvent, grâce à une publicité, attirer les visiteurs.

Enfin, toutes les infrastructures sociales nécessaires pour la satisfaction des besoins de base doivent être consolidées dans la province. Il s'agit des infrastructures scolaires, sanitaires, commerciaux et d'autres. La population ainsi réunie dans la province pourrait et devrait créer ses propres conditions de divertissement et sa ville à elle, au lieu de travail et de résidence.

VI.9. LA PROMOTION DE LA FEMME ET LE COMBAT DE LA POLYGAMIE

Pendant toute la période difficile qu'a traversé la province, les femmes ont été les piliers des familles désertées par les hommes. Si la province a tenu, c'est entre autre grâce aux femmes. Les éléments de la culture burundaise qui guident les comportements discriminatoires vis-à-vis des filles et des femmes devraient être anéantis progressivement.

L'administration devrait s'investir pour éradiquer la pratique de concubinage et de vagabondage sexuelle observés dans les communes de la province Bujumbura rural. La fille ou la femme burundaise doit disposer du droit de contrôle et de gestion de la terre ou d'autres sources de production. Ce n'est que dans cette optique que les femmes, numériquement majoritaires et laborieuses, pourront accéder ainsi au crédit grâce à l'accès du garanti issu des dividendes des ressources sous leurs gestions.

Un appui soutenu devrait ainsi être réservé aux braves femmes laborieuses afin d'espérer un certain pouvoir économique au-delà de la subsistance, une garantie pour accéder aux microcrédits et trouver l'épanouissement socioéconomique.

CONCLUSION

Le développement de la province Bujumbura rural demande un programme réfléchie et soutenu:

- de relance socioéconomique ;
- d'aplanissement d'un climat politique;
- du développement de la démocratie et de la bonne gouvernance;
- de la promotion de l'emploi;
- de la mise à profit des avancées technologiques;
- de la promotion et la défense des droits humains, en particulier ceux des jeunes et des femmes et ;
- du développement du leadership fort à tous les niveaux.

Les orientations stratégiques sur lesquelles la province peut explorer recouvrent l'ensemble des activités de promotion de la gouvernance démocratique et des libertés publiques qui peuvent être consolidées grâce aux rencontres régulières des différents protagonistes politiques. La sécurité alimentaire qui passerait par la promotion du secteur de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la pisciculture ainsi que la préservation et la gestion durable des ressources naturelles doit occuper une place de choix dans les programmes de développement. La sauvegarde de l'environnement est aussi une priorité car une bonne partie de la province est principalement constitué d'un relief accidenté.

Le développement des petites et moyennes entreprises, la création et la promotion d'emplois durables et de l'accès aux services sociaux de base, la lutte contre le VIH/SIDA, la promotion des droits de la femme et prioritairement le combat de la polygamie et du vagabondage sexuel, constituent des piliers du développement communautaire économique et social.

La construction et la réhabilitation des routes pour redynamiser les échanges; le renforcement des capacités des structures administratives et de tous les responsables techniques appelés à encadrer techniquement la population; la promotion du partenariat avec les organisations de la société civile, le secteur privé et tout le secteur productif en général peuvent soutenir la volonté de relancer le développement socioéconomique.

Le développement communautaire ne pourra être atteint que si l'appareil de scolarisation n'est pas bien organisé, que si l'accès aux soins de santé et à l'eau potable ne sont assurés.

L'épanouissement de la personne ne pourra ainsi être réalisé que si chacun se sente en sécurité. Une paix intérieure est un préalable et est d'abord individuelle. Or, cette dernière a été beaucoup perturbée depuis l'éclatement de la guerre fratricide qui a secoué le Burundi et particulièrement la province Bujumbura rural. Elle doit donc être rétablie et solidement reconstruite.